

Jair Bolsonaro lance la guerre de l'école

Une proposition de loi contre le « socialisme scolaire », soutenue par l'extrême droite, vise à museler les enseignants

SAO PAULO - *correspondante*

Fatigué par les cris d'une petite foule réclamant le « respect des professeurs », le député brésilien Eder Mauro, ancien policier, a sommé ses adversaires au Congrès de Brasília de se taire. Puis, avec ses mains, a fait le signe de les fusiller. Un geste emblématique du président récemment élu, Jair Bolsonaro, militaire de réserve, nostalgique de la dictature (1964-1985), réputé pour ses propos racistes, homophobes et misogynes. L'illustration, aussi, d'un changement de paradigme au sein d'un monde politique brésilien chaviré par la victoire du leader de l'extrême droite, le 28 octobre.

L'origine du tumulte, mardi 13 novembre, est l'examen en commission parlementaire de la proposition de loi dite « Escola sem Partido » (« école sans parti ») défendue, notamment, par Eder Mauro et soutenue haut et fort par Jair Bolsonaro.

Fomenté par la droite dure et le lobby évangélique, le texte, rebaptisé « loi du bâillon » par l'opposition, se fonde sur l'idée d'une école hantée par le communisme, où l'on ferait l'apologie de mœurs débridées et la publicité d'une pseudo « théorie du genre ». Un propos qui fait écho au discours de campagne de Jair Bolsonaro promettant le « lance-flammes » pour les ouvrages de Paulo Freire, pédagogue connu pour son travail pour l'alphabétisation des pauvres, et fustigeant le « marxisme » comme la « sexualisation précoce » des enfants à l'école.

« Pénis en plastique »

Pour lutter contre ce « socialisme scolaire », le texte prétend obliger les professeurs à la neutralité et au respect « des convictions de l'élève, de ses parents ou responsables ». Ils n'auraient ainsi aucune légitimité à contredire les familles sur les thèmes de l'éducation morale, sexuelle et religieuse. Une directive assez vague pour donner lieu à toutes les dérives.

Le général Aléssio Ribeiro Souto, tête pensante du programme de Jair Bolsonaro sur l'éducation, a déjà affirmé, lors d'un entretien au quotidien *Estado de Sao Paulo*, le 15 octobre, n'avoir pas l'intention de contrarier l'enseignement du créationnisme si telle était la conviction de parents. Le gradé a aussi fait part de son souhait d'« éliminer les livres d'histoire qui ne véhiculent pas la vérité sur [le coup d'Etat] de 1964 ».

« Les élèves manipulent des pénis en plastique, on leur enseigne "Marx pour les enfants" et rien sur Olavio de Carvalho [écrivain anti-

communiste vénééré par le clan Bolsonaro] », lance Damares Alves, pasteur et assistante parlementaire du député Erivelton Santana, auteur de la proposition de loi.

« Le Brésil est en proie à une hystérie collective. Comment voulez-vous enseigner les sciences sociales sans parler de Marx ? Personne au Brésil n'aborde l'économie sans évoquer Adam Smith », souligne Rafael Mafei Rabelo, professeur de droit à l'université de Sao Paulo (USP). Dans un pays où un viol est commis, en moyenne, toutes les dix minutes et où les filles-mères sont légion, la plupart des enseignants comme lui sont aussi convaincus de l'importance de l'éducation sexuelle des adolescents.

Le texte serait, pour ses contempteurs, la première bataille de la guerre culturelle lancée par Bolsonaro. Une chasse aux sorcières aux relents de maccarthysme où « les professeurs, désignés comme les ennemis de la famille et de l'ordre social, ont la corde autour du cou », écrit le chroniqueur Joel Pinheiro da Fonseca dans *Folha de Sao Paulo*, mardi 13 novembre.

Avant même l'examen définitif de la loi, le malaise a déjà envahi l'enseignement. Henrique Cunha, professeur de sociologie dans un lycée public de Sao Paulo, raconte avoir été convoqué par le directeur adjoint de l'établissement peu après la victoire de Jair Bolsonaro. Un père s'était plaint de « l'endoc-

trinement » de son fils : M. Cunha avait commenté un de ses messages sur Facebook. « Je fais toujours ça ! Je ne juge pas, j'essaie d'argumenter, de lancer les débats avec les élèves », se justifie le professeur. L'enseignant vote à gauche, mais se garde bien, désormais, de le faire savoir. « J'ai peur, oui, de ce climat d'intimidation », souffle-t-il.

A l'instar de ce professeur de sociologie, instituteurs, enseignants de collège, de lycée ou de faculté, dans les villes comme dans les campagnes, rapportent depuis plusieurs semaines les soupçons ou les accusations émanant de parents d'élèves ou même de leur hiérarchie. « Tous les jours, je suis sollicité sur des cas. Il y a une véritable défiance. Ce texte donne voix aux obscurantistes. On ne vit plus

dans le même pays ! », s'alarme Raquel Dias Araujo, à la tête du syndicat national des enseignants d'établissements supérieurs (Andes).

« Les professeurs d'écoles publiques ont toujours été mal traités, mais aujourd'hui, on a le sentiment d'être des ennemis de l'intérieur », s'étrangle Yuri Carvalho, professeur d'histoire dans l'Etat de Rio Grande do Sul, dont l'un des cours abordant la dictature a fait l'objet d'une surveillance inopinée du proviseur de son lycée.

« Vision idéalisée » du castrisme

Issue d'un mouvement fondé en 2004 par l'avocat Miguel Nagib, choqué que son fils revienne de classe en affirmant que le « Che Guevara était un Saint-François d'Assise », l'idée que les écoles effectueraient un lavage de cerveau à tendance marxiste n'est pas le seul fait de quelques fanatiques de Bolsonaro. Ce sentiment est partagé par une partie significative de l'intelligentsia conservatrice.

En 2016, Eduardo Wolf, formé en philosophie à l'USP et journaliste au sein du cahier culturel du quo-

« Aujourd'hui, on a le sentiment d'être des

ennemis de l'intérieur »

YURI CARVALHO
professeur d'histoire

tidien *Estado de Sao Paulo*, écrivait : « Il existe des personnes dans les comités bureaucratiques ministériels qui comptent exclure l'enseignement de la Grèce antique ou de la Renaissance pour mettre en valeur le chavisme vénézuélien comme un épisode de la lutte des pauvres contre les riches dans un monde capitaliste. » Interrogé, l'intellectuel confirme : « Il y a un véritable problème au Brésil, certains livres d'histoire prônent une vision idéalisée du régime de Fidel Castro ou d'Hugo Chavez. »

Mais ces critiques ne font pas de M. Wolf un avocat du texte « Escola sem Partido ». Loin de là. « Nous aurions besoin de réfléchir

à notre manière d'enseigner. Au lieu de cela, nous avons un débat sur un texte semi-obscurantiste. C'est très grave », souligne-t-il en rappelant les performances médiocres du système éducatif brésilien dans le classement PISA.

« L'école, ou ce qu'il en reste, doit apprendre à penser et non apprendre ce que l'on doit penser. Oui, il faut améliorer notre manière d'enseigner, mais ce texte est inconcevable », insiste Joao Batista Araujo e Oliveira, président de l'institut Alfa e Beto, centre de réflexion sur l'éducation.

Même s'il était voté, le texte aurait, de l'avis des experts, peu de chances d'être un jour appliqué. Gardienne de la Constitution, la Cour suprême devrait s'opposer à son contenu, contraire à la liberté d'expression. Mais avec ou sans loi, les esprits s'échauffent, galvanisés par un Jair Bolsonaro prêt à privatiser massivement l'enseignement, et qui défend désormais l'idée que les élèves puissent filmer leurs professeurs afin de mieux les dénoncer. ■

CLAIRE GATTINOIS